

Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixant une liste des opérations de restructuration des services pour introduire le transfert de services ou parties de services de navigation à l'établissement public Voies navigables de France (opération 33)

Fiche d'impact

Le contexte

La loi n°2012-77 du 24 janvier 2012 relative à Voies navigables de France (VNF) stipule qu'à compter du 1^{er} janvier 2013, les services ou parties de services de navigation déconcentrés du ministère chargé des transports nécessaires à l'exercice des missions confiées à VNF lui sont transférés (article 7).

Pour accompagner la mobilité des agents publics dans le cadre des restructurations de services, le décret 2008-366 du 17 avril 2008 institue une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint qu'il convient d'adapter aux spécificités de la réforme du ministère chargé du développement durable ainsi qu'aux situations de ses agents.

Dans ce contexte, l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixe une liste des opérations de réorganisation du MEDDTL ouvrant droit au bénéfice de cette indemnité.

Objet du texte

Le projet d'arrêté prévoit de compléter l'arrêté du 4 novembre 2008 en y ajoutant le transfert de services ou parties de services de navigation à l'établissement public Voies navigables de France.

Les agents de ces services qui remplissent les conditions seront ainsi éligibles à la prime de restructuration de service et à l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint.

Conséquences sur l'organisation du ou des services

Il s'agit d'une mesure d'accompagnement dans le cadre de réorganisations de services.

Impact sur les personnels et le dialogue social

- effectifs concernés : 4 300 agents pour l'ensemble SN et DDT ;
- calendrier de mise en œuvre : projet de texte présenté en groupe d'échanges le 18 juin 2012, avis du CTM, puis signature au cours de l'été 2012.
- en parallèle, saisine du SGG pour que cette opération soit retenue dans l'arrêté du Premier ministre pour que les agents affectés dans les DDT concernées bénéficient de la PRS.